

L'extrême droite et les migrations en France.

Introduction:

Ariane Chebel d'Appollonia écrit dans son ouvrage *L'extrême-droite en France : de Maurras à Le Pen*, « L'extrême-droite ne peut être perçue qu'en fonction d'une époque et des problèmes posés à un moment particulier de l'histoire, tant il est vrai qu'une force politique est tout autant reflet d'une philosophie politique donnée que témoignage de l'état de la société ». Cette phrase met en lumière deux idées: L'extrême droite s'inscrit toujours dans un contexte historique précis, car ses idées et ses discours répondent aux enjeux spécifiques d'une époque (économiques, sociaux, identitaires). De plus, elle reflète à la fois une philosophie politique (nationalisme, autoritarisme, xénophobie) et les tensions de la société qui l'entoure. En période de crise ou de transformation, elle instrumentalise les peurs et les frustrations pour mobiliser l'opinion. Bien que les idéaux des partis d'extrême droite évoluent au fil du temps, certains sujets servent de fondation à la doctrine des partis. En effet, en plus d'être patriotes (aimer sa patrie, son pays et ses pères), les partisans sont bien souvent nationaliste. Le nationalisme est l'exaltation de la nation, celle-ci est même considérée comme supérieure aux autres. A ce sentiment viennent s'ajouter trois thèmes récurrent dans les idéologie d'extrême-droite: la décadence (le pays aller mieux avant), le complot (les malheurs de la France seraient dus à une sorte de complot permanent des mauvais Français) et la pureté du sang (refus du métissage).

Ainsi, ce qui transparaît le plus des idées des partis d'extrême est sans doute la haine de l'autre soit la xénophobie. Quelque soit l'époque, le sujet auquel la France est confronté en permanence, et ce parce que le pays est considéré comme le carrefour de l'Europe notamment, est l'immigration. La question de l'immigration est présentée comme la cause de nombreux problèmes (chômage, insécurité, perte d'identité nationale), de plus, elle est souvent associée à un risque de dilution des valeurs culturelles et nationales. L'extrême droite s'en sert pour rallier les citoyens inquiets de perdre leur "identité" face à des populations perçues comme "étrangères". Enfin, en liant immigration et problèmes sociaux, l'extrême droite offre des solutions simplistes mais percutantes (fermer les frontières, expulser les étrangers), qui séduisent une partie de l'électorat en quête de réponses immédiates.

-> Il s'agira ainsi de montrer comment l'extrême droite en France entre 1848 et 1986 à intégrer à sa rhétorique les questions d'immigration jusqu'à instrumentaliser ce débat?

ATTENTION: l'exposé débute en réalité en 1890: borne chronologique de la problématique à revoir.

I/ L'émergence du discours sur l'immigration dans le contexte de l'industrialisation (1890-1918)

A) Les années 1890, l'antiparlementarisme et le rejet de l'étranger

Les années 1880 sont marquées par les multiples crises que traverse le pays.

- crise économique

N.B. Partir de la fin du XIXe s. peut s'expliquer 1°) par le pic de xénophobie de l'époque et 2°) par l'enracinement d'une

Dans les années 1880, la France traverse une crise économique profonde qui affecte tous les secteurs de la société. La baisse des prix agricoles, couplée à la destruction des vignobles par le phylloxéra, plonge les régions viticoles dans une détresse sans précédent. L'artisanat, déjà fragilisé par l'essor de la grande industrie, souffre davantage face à la concurrence des produits mécanisés. Même la grande industrie, moteur supposé de la modernité économique, est touchée : la mécanisation réduit la demande de main-d'œuvre, provoquant une montée du chômage.

Cette situation crée une "crise de mutation" : l'économie française se transforme, mais au prix de tensions sociales croissantes. Les classes moyennes et populaires, frappées de plein fouet, ressentent un profond mécontentement envers un régime parlementaire qu'elles jugent incapable de répondre à leurs besoins. L'idée que l'État ne protège plus les intérêts de la population gagne du terrain, ouvrant la voie à des discours contestataires et antiparlementaires.

Les ouvriers immigrés, souvent engagés dans des secteurs à forte demande de main-d'œuvre (mines, agriculture, construction), deviennent les cibles d'un discours hostile, alimenté par des tensions économiques et sociales.

- **scandales politico-financier**

Retenir que ces scandales entraînent la recherche de boucs-émissaires (les étrangers) et qu'il cela devient à cette époque u

Le régime républicain est affaibli par une série de scandales qui ternissent son image. Ces affaires alimentent l'idée que les élites politiques sont corrompues et éloignées des préoccupations du peuple.

- **La crise de Panama (1889)** : Des pots-de-vin sont versés à des députés par la Compagnie de Panama pour obtenir l'autorisation d'un emprunt visant à sauver l'entreprise. L'échec de cet emprunt et l'éclatement du scandale révèlent l'ampleur de la corruption. Ce fiasco économique, touchant des milliers de petits épargnants ruinés, exacerbe la colère populaire contre les institutions parlementaires.
- **Le scandale des décorations (1887)** : Le président Jules Grévy est contraint à la démission après que son gendre, Wilson, est accusé de monnayer des décorations officielles comme la Légion d'honneur. Bien que Grévy lui-même soit honnête, ce scandale illustre l'idée d'un pouvoir gangrené par des pratiques clientélistes.

Ces affaires nourrissent un discours simpliste mais percutant : "Tous pourris", une formule qui devient un mantra pour les opposants à la République et trouve des échos dans le discours des mouvements populistes et antiparlementaires.

- **Le boulangisme**

Partie à résumer: [seul le dernier paragraphe renvoie explicitement au sujet.](#)

Le boulangisme est un mouvement politique français qui se développe dans les années 1880 autour de la figure du général Georges Boulanger. Ce phénomène éphémère mais marquant de la III^e République incarne un rejet du régime parlementaire et un appel à un pouvoir autoritaire, souvent perçu comme une menace pour la République.

Le général Boulanger incarne le mécontentement des années 1880. Georges Boulanger est un militaire apprécié pour ses réformes en faveur des soldats. Nommé ministre de la Guerre en 1886, il gagne en popularité grâce à ses mesures modernisant l'armée et à son attitude résolument patriotique. Il se présente comme le défenseur des "oubliés" de la République et promet de venger l'honneur perdu de la France. Il devient rapidement une figure populaire et fédère autour de lui des groupes hétérogènes, unis par leur rejet du régime républicain. Blanquistes, bonapartistes, royalistes et catholiques rejoignent son mouvement, chacun y projetant ses propres aspirations. Le boulangisme est à la fois une critique des élites républicaines et une tentative de renverser le régime parlementaire. Le mouvement se distingue par plusieurs caractéristiques dont un antiparlementarisme virulent et un nationalisme exacerbé.

En 1889, Boulanger remporte une élection triomphale à Paris, ce qui alimente les rumeurs d'un coup d'État. Cependant, au lieu d'agir, il hésite et finit par fuir en Belgique. Sa fuite et son suicide en 1891 marquent la fin de ce mouvement, mais son impact reste durable : il a démontré la force d'un discours populiste et autoritaire, capable de rassembler des mécontents autour d'une figure charismatique.

En résumé, le boulangisme est un mouvement complexe et polymorphe, où se mêlent nationalisme, populisme et antiparlementarisme, qui illustre les tensions de la III^e République et les aspirations à un pouvoir fort dans une période de grande instabilité.

Dès lors, les idées d'extrême droite se fondent sur le nationalisme, le rejet de l'autre, de l'immigré, du « métèque » et bientôt du Juif. Ainsi, les années 1880 marquent l'émergence d'un nationalisme militariste et identitaire en France, notamment avec des figures comme Paul Déroulède et sa Ligue des Patriotes. Ce mouvement utilise la rhétorique de la défense nationale pour critiquer tout ce qui est perçu comme étranger ou "anti-français". Cette période installe une base idéologique qui associe la pureté nationale à la méfiance envers les populations étrangères.

B) L'affaire Dreyfus

PARADOXE: un citoyen français considéré comme un étranger par l'extrême-droite.

L'affaire Dreyfus (1894-1906) révèle et amplifie la montée en puissance de l'extrême droite nationaliste et antisémite en France.

En 1894, le pays découvre qu'il y a un espion dans l'armée française qui communique et donne des informations aux ennemis notamment aux allemands. En 1895, le tribunal militaire désigne un coupable: Alfred Dreyfus, capitaine de l'armée française d'origine juive et alsacienne. Un tribunal s'organise et le premier procès démarre, il est désigné coupable sans enquête préliminaire simplement en raison de son origine. En 1898, E. Zola publie dans le journal l'Aurore *J'accuse*, où il affirme l'innocence du capitaine et où il accuse les vrais coupables: le gouvernement, l'armée et le réel coupable, le commandant Esterhazy. Il remet clairement en cause les institutions ce qui ne se fait habituellement pas dans la société de l'époque. L'affaire va donc diviser la France. Un second procès s'ouvre en 1898 (le procès de

Rennes), il est jugé coupable mais est amnistié par le président E.Loubet. Il est officiellement réhabilité et réintégré dans l'armée en 1906.

L'accusation contre le capitaine Alfred Dreyfus, un officier juif alsacien, est alimentée par des discours antisémites virulents, largement relayés par des figures et des organes médiatiques proches de l'extrême droite. Des journaux comme *La Libre Parole* d'Édouard Drumont jouent un rôle crucial en popularisant l'idée que les Juifs seraient responsables de tous les maux de la société, en particulier du déclin national depuis la défaite contre la Prusse. Les ligues nationalistes, telles que la Ligue des patriotes reconstituée ou la Ligue de la patrie française, orchestrent une propagande intense contre Dreyfus et ses défenseurs, cherchant à mobiliser les masses contre les institutions républicaines.

Cette propagande s'appuie sur une idéologie nationaliste et xénophobe qui rejette l'universalité des droits de l'homme, exalte l'État et la nation, et s'enracine dans des thèses pseudoscientifiques sur les races humaines. Les médias d'extrême droite exploitent également les peurs et frustrations populaires en dénonçant une prétendue domination juive sur l'économie et les institutions, consolidant ainsi le ressentiment des classes moyennes et populaires contre une cible commune.

L'affaire Dreyfus, bien qu'avant tout une affaire de justice et d'antisémitisme, s'inscrit dans un contexte plus large où les débats sur l'identité nationale et l'immigration prennent de l'ampleur en France à la fin du XIX^e siècle et ce à cause de peurs contemporaines liées aux flux migratoires. À partir des années 1880, la France accueille un nombre croissant d'immigrés, notamment juifs, en provenance d'Europe de l'Est, fuyant les pogroms et la misère. Ces populations, souvent précarisées, sont perçues comme une altérité menaçante. La figure du « juif étranger » devient un bouc émissaire idéal pour les nationalistes et l'extrême droite, qui associent immigration et déstabilisation sociale ou économique, un parallèle fréquemment établi avec la prétendue trahison de Dreyfus. L'affaire Dreyfus devient alors un catalyseur pour structurer un discours xénophobe qui dépasse la question juive et s'étend à l'immigration en général. Elle préfigure ainsi les tensions croissantes entre identité nationale et intégration des populations immigrées qui marqueront durablement la société française.

C) L'action française, l'un des partis pionnier de l'extrême-droite

À la fin du XIX^e siècle, l'Action Française se développe dans un contexte de bouleversements politiques majeurs, en particulier après l'affaire Dreyfus. L'affaire devient un catalyseur pour l'extrême droite monarchiste. Sous l'impulsion de Charles Maurras, l'Action Française se structure autour d'une idéologie de rejet absolu de la République, qu'elle considère comme un régime inapte et corrompu, fruit d'une longue dégénérescence marquée par les réformes de la Renaissance, les Lumières, et la Révolution. Pour Maurras, la République incarne une démocratie trop influencée par des forces étrangères, comme les protestants, les francs-maçons, les Juifs et les "métèques" (immigrés), qu'il considère comme des ennemis de la nation. Il développe un projet politique qui se construit sur un nationalisme radical qui consiste à restaurer la monarchie capétienne, qu'il voit comme le garant de la stabilité et de l'unité nationale.

La publication du journal *L'Action Française* à partir de 1908, puis l'organisation des Camelots du Roi en 1909, contribuent à solidifier son impact dans la société. Les Camelots du Roi sont des groupes de militants jeunes, souvent violents et prêts à défendre la cause monarchiste en affrontant ses ennemis idéologiques, en particulier les professeurs juifs et les partisans de la République. Ces groupes organisent des manifestations à la Sorbonne et ailleurs pour faire pression sur l'opinion publique, ce qui donne à l'Action Française une visibilité grandissante. Le journal *L'Action Française* devient également un puissant moyen de propagation de ses idées, avec une ligne éditoriale qui combine un style littéraire raffiné et des prises de position radicales contre la République, la démocratie et les valeurs libérales. Il joue un rôle clé dans l'intensification de l'antisémitisme, la critique acerbe du pacifisme et de la politique étrangère républicaine.

En 1905, l'Action Française fonde également la Ligue d'Action Française, qui permet de structurer l'organisation de manière plus formelle. Elle crée un Institut destiné à la formation des jeunes militants et chefs de l'organisation, ce qui témoigne de son ambition à long terme de s'impliquer dans les structures politiques et intellectuelles françaises. Les dirigeants de l'Action Française, avec des figures comme Maurras, Daudet, Bainville et Massis, rédigent des textes qui marqueront durablement l'histoire des idées d'extrême droite en France. Leur programme repose sur la construction d'une monarchie catholique et traditionnelle, mais également sur un corporatisme économique, un système qui organise la société selon des principes de collaboration entre les classes sociales sous l'autorité du roi. Ce système économique et social qu'elle promeut est fondé sur des valeurs d'ordre, de hiérarchie et de décentralisation.

Après 1908, la diffusion des idées de l'Action Française prend une ampleur nouvelle, notamment grâce à la publicité obtenue par le quotidien *L'Action Française*, qui devient l'un des journaux les plus populaires du pays, atteignant parfois 30 000 exemplaires par jour. En 1911, l'Action Française regroupe environ 20 000 membres, ce qui constitue un succès notable pour un mouvement d'extrême droite de cette époque. Le journal devient un lieu central de réflexion et de polémique, articulant un discours nationaliste, catholique et antiparlementaire, nourri par une haine de la République, qu'elle considère comme une ennemie à abattre.

Ainsi, jusqu'à la Première Guerre mondiale, l'Action Française s'impose non seulement comme un mouvement politique radical mais aussi comme une force idéologique de l'extrême droite, alimentée par un nationalisme exacerbé, un rejet des valeurs républicaines et une rhétorique violente contre ceux qu'elle considère comme des ennemis internes à la nation.

Par ses publications, son activisme de rue et ses liens avec l'élite conservatrice, l'Action Française prépare le terrain pour les mouvements d'extrême droite de l'entre-deux-guerres et, plus largement, pour la montée des idéologies fascistes et nationalistes dans toute l'Europe.

II/ La radicalisation du discours face aux tensions du premier XX^e siècle (1918-1945)

A) La période de reconstruction de la France dans les années 1920 et le pic de xénophobie

La France de l'entre-deux-guerres connaît des soucis économiques. Elle a besoin de se reconstruire donc, elle a besoin de travailleurs. On compte 400.000 Gueules cassées et 800.000 mutilés de guerre. C'est pourquoi la migration est nécessaire à la survie de la France des années 20. La France va donc signer des accords avec certains, comme la Pologne en 1919 dans le but de faire venir sur le sol français des travailleurs polonais.

Il y a un pic de chômage, à 5%, entre 1924 et 1927 qui va de paire avec un pic de xénophobie. En 1927, un nouveau code de la nationalité française est de son acquisition est mis en place (cf. Loi du 10 août). Ce code est lié au fait qu'il y a un besoin de main-d'œuvre. La France décide donc d'abaisser la durée de séjour pour faciliter l'acquisition de la naturalisation. Il y a une explosion des naturalisés entre 1927 et 1940, on estime qu'il y a 450.000 personnes qui obtiennent la nationalité. La pression xénophobe et l'opinion publique prévoit une loi de déchéance de nationalité. L'extrême droite utilise ce prétexte pour créer d'autres lois, comme par exemple le fait qu'il ne soit pas possible à un diplômé en médecine d'exercer son métier avant 10 ans de résidence sur le sol français.

Il est donc possible de remarquer que le thème de l'immigration est à nouveau instrumentalisé par les partis d'extrême-droite. Le journal *L'Action française*, par exemple, publie régulièrement des articles qui accusent les immigrés, en particulier les Italiens et les Polonais, d'être responsables de la dégradation du marché du travail et de la corruption sociale. L'Action française dépeint l'immigration comme une menace à la "pureté" de la nation française, exacerbant la peur de l'influence étrangère et alimentant des tensions sociales qui se reflètent dans les préoccupations politiques du moment puisque des lois de régulation de l'immigration sont votées.

B) Les années 1930, la radicalisation de la droite et l'instrumentalisation de la question de l'immigration

Au début des années 1930, la crise économique provoqua la fermeture des frontières, changeant complètement la donne pour les dizaines de milliers d'individus contraints de fuir les pays totalitaires, au premier rang desquels figurait l'Allemagne hitlérienne. Sous l'impulsion de la Ligue des droits de l'homme, une association nationale d'aide aux victimes de l'antisémitisme est créée en 1933.

Cette mobilisation permet d'accueillir plusieurs dizaines de milliers de réfugiés allemands, mais elle provoque immédiatement une riposte de la droite et de l'extrême droite qui dénoncent l'arrivée de ces étrangers issus de pays ennemis, alors que les citoyens qui avaient versé leur sang pour la France sont au chômage. Dès le début du mois d'octobre 1933, Jean Chiappe, le préfet de police, dont les accointances avec l'extrême droite sont connues,

Noter que

dénonce “les Allemands indésirables qui se font passer pour des réfugiés politiques.” Il est donc possible d’observer qu’une fois encore, les immigrés sont diabolisés et érigés en ennemis de la nation.

Cette xénophobie est une réaction de la population en réponse à la recrudescence des violences politiques dans lesquelles étaient impliqués des réfugiés étrangers. En effet, en septembre 1932, le président de la République Paul Doumer fut assassiné par un réfugié russe voulant punir la France de ne pas avoir suffisamment combattu les bolchéviques. 2 ans plus tard, un attentat commis par un terroriste proche des oustachis croate fait plusieurs morts à Marseille, dont le roi de Yougoslavie Alexandre 1 et le ministre des Affaires étrangères, Louis Barthou. Ainsi, cette violence et l’afflux de nouveaux migrants alimentent un climat de xénophobie sans précédent.

Des mouvements d’extrême droite qui font donc irruption dans l’espace public pendant l’entre-deux-guerres, et certains, comme les Jeunesses patriotes ou le faisceau, ne cachent pas leur admiration pour Mussolini. Toutefois, l’organisation la plus influente est toujours la Ligue royaliste d’action française, née au début du siècle. Elle joue un rôle essentiel grâce à ses moyens de propagandes et notamment grâce à son rôle de transmission des informations dans l’affaire Stavisky.

L’affaire Stavisky, qui éclate en janvier 1934, révèle un vaste scandale financier où l’escroc Alexandre Stavisky, impliqué dans des affaires frauduleuses, a versé des pots-de-vin à des parlementaires pour faciliter ses arnaques. Après son suicide en janvier, un ministre, Dalimier, démissionne, et le gouvernement Chautemps se retire, donnant place à celui de Daladier. Ce dernier prend des mesures impopulaires, notamment le déplacement du préfet de police Chiappe, ce qui déclenche une vaste manifestation des ligues d’extrême droite le 6 février 1934. Des affrontements violents éclatent entre les manifestants et les forces de l’ordre, faisant plusieurs morts et blessés. Le mouvement d’extrême droite utilise à nouveau comme éléments à charge la race juive pour dénoncer la malhonnêteté de Stavisky. Il est possible de remarquer ici que ce mouvement a beaucoup d’influence puisqu’il joue un rôle dans la crise politique et le renversement du gouvernement.

C) Le régime de Vichy et l’apogée du discours xénophobe

Période majeure: à connaître.

L’extrême droite joue un rôle central dans la mise en place et le soutien au régime de Vichy. Nombre de ses membres adhèrent pleinement aux valeurs du régime, qui promeut un État autoritaire, nationaliste, et conservateur, aligné sur l’idéologie de la Révolution nationale. Inspirée par des idées déjà présentes dans des mouvements comme l’Action française, elle soutient les lois anti-juives, les restrictions des libertés publiques, et la politique de collaboration avec l’Allemagne nazie. Des figures emblématiques de cette mouvance, comme Xavier Vallat, premier commissaire général aux questions juives, participent activement à la mise en œuvre des mesures antisémites et xénophobes. De nombreux intellectuels d’extrême droite, tels que Robert Brasillach, renforcent par leurs écrits une propagande hostile aux principes républicains et aux minorités.

En parallèle, une frange de l'extrême droite s'implique dans la milice française, créée en 1943 pour lutter contre la Résistance et soutenir l'occupant allemand. Sous la direction de Joseph Darnand, cette organisation paramilitaire devient un instrument de répression féroce, traquant les résistants, les juifs, et d'autres opposants au régime. Son objectif initial est de lutter contre la Résistance intérieure, perçue comme une menace grandissante pour le régime. Composée d'environ 35 000 membres à son apogée, la Milice attire des individus issus de l'extrême droite, des opportunistes, mais aussi des jeunes en quête d'idéaux autoritaires ou d'une forme de revanche sociale.

Ainsi, les idées d'extrême droite servent de modèle pour la création des lois du régime de Vichy. Les mesures prises sont répressives et ciblent en particulier les juifs, les étrangers sur le sol français ainsi que tous ceux qui ne sont plus considérés comme tel. De plus, les membres adhérant à ces idées s'organisent en milice pour faire appliquer leurs convictions.

III/ De la reconstruction à l'émergence du Front national (1945-1986)

A) Les Trente Glorieuses : une immigration économique et ses contestations

Les Trente Glorieuses est une période de croissance économique et de réformes sociales, caractérisée par le plein emploi, l'expansion des classes moyennes et la reconstruction nationale. Ainsi, l'extrême droite française perd son influence dominante et traverse une période de marginalisation politique, peu de place est laissée à des idéologies ultra-nationalistes ou réactionnaires. Cependant, l'extrême droite survit en adaptant ses thématiques et en se réorganisant autour de nouveaux enjeux.

Après la Seconde Guerre mondiale, les mouvements d'extrême droite sont discrédités par leur collaboration avec l'occupant nazi et leur participation au régime de Vichy. Les figures marquantes de cette période, comme Charles Maurras et Joseph Darnand, sont jugées, emprisonnées ou exécutées, contribuant à l'effondrement des structures traditionnelles de l'extrême droite. Toutefois, des réseaux clandestins persistent, notamment au sein des anciens collaborationnistes et des cercles monarchistes.

Les guerres de décolonisation, notamment en Indochine et en Algérie, fournissent un nouveau terrain d'action pour l'extrême droite. Les événements de la guerre d'Algérie (1954-1962) marquent un tournant majeur, avec la radicalisation de certains groupes opposés à l'indépendance algérienne. Des mouvements comme l'Organisation armée secrète (OAS), dirigée par des militaires et des civils, mènent une lutte violente contre le FLN algérien et le gouvernement français, accusé de trahir les colons et les soldats français.

L'extrême droite se focalise alors sur la défense de l'empire colonial français et de l'identité nationale face aux revendications indépendantistes. Bien que l'OAS échoue à empêcher l'indépendance de l'Algérie, elle laisse un héritage idéologique important qui nourrira les courants nationalistes ultérieurs.

À partir des années 1960, l'extrême droite amorce une refonte de son discours pour s'adapter à une société en mutation. Elle abandonne progressivement les références au royalisme et au fascisme au profit de nouvelles préoccupations, comme l'immigration, la montée du communisme, et la préservation des valeurs traditionnelles. Des intellectuels d'extrême droite, regroupés autour de la revue Europe-Action ou du mouvement GRECE (Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne), développent des thèses néo-nationalistes et identitaires.

L'immigration, notamment celle en provenance des anciennes colonies (Algérie, Maroc, Tunisie), commence à devenir un enjeu sociétal dans les années 1960, bien que les flux restent modestes comparés aux décennies suivantes. L'extrême droite s'empare de ce sujet, dénonçant une prétendue menace pour l'identité française et reliant l'immigration à l'insécurité et au chômage. Ce discours, encore marginal dans les années 1960, prend de l'ampleur avec l'instauration du regroupement familial en 1974.

B) Les années 1970-1980 : la création du Front National

Le Front national pour l'unité française est fondé le 5 octobre 1972 par Ordre Nouveau, qui cherche à fédérer les droites et sortir de la marginalité politique. Conçu comme un parti électoral légal et responsable en vue des législatives de 1973, il réunit nationalistes et autres mouvements autour de figures telles que Jean-Marie Le Pen (président) et François Brigneau (vice-président).

Le Front national cherche à dissiper son image néo-nazie en adoptant une approche électorale légale et modérée. Jean-Marie Le Pen, choisi comme président, incarne cette stratégie en capitalisant sur son expérience politique et son passé militant. Cependant, dès sa création, le FN fait face à des divisions internes et un démarrage électoral difficile, échouant à obtenir des scores significatifs lors des législatives de 1973 (0,52 %) et des présidentielles de 1974 (0,62 %). Le faible nombre d'adhérents et les difficultés financières aggravent la marginalisation du parti.

L'arrivée de François Duprat en 1974 revitalise le parti, qui élabore un programme centré sur l'immigration et le chômage, tout en adoptant une approche conservatrice, antimarxiste et populiste. Le slogan utilisé: "3 millions de chômeurs, ce sont 3 millions d'immigrés en trop !" permet au parti d'associer les images d'immigration à celles de chômage, insécurité et déclin culturel, cela séduit donc les électeurs.

La percée électorale du FN s'amorce en 1983 avec la victoire à Dreux, puis se confirme en 1984 aux élections européennes (10,95 % des suffrages) et en 1986 avec 35 députés à l'Assemblée nationale. Cette période marque la fin d'une longue phase de marginalisation et le début de son implantation durable dans le paysage politique français.

En adoptant une perspective sociale, le Front national a réussi à intégrer l'immigration comme un élément central de son programme, tout en adoptant une approche populiste.

L'évolution des opinions sur l'immigration et la xénophobie en France, exacerbée par la crise économique des années 1980, a profondément influencé la politique et les tensions sociales. La montée du chômage, notamment après le choc pétrolier de 1973, a exacerbé les peurs liées à la concurrence sur le marché de l'emploi, et de nombreux partis politiques, dont le Front national, ont trouvé dans l'immigration un bouc émissaire idéal pour expliquer la situation économique difficile. En période de crise, les étrangers, et plus particulièrement ceux d'origine maghrébine, ont été stigmatisés comme responsables des problèmes sociaux, créant un climat de rejet et de peur. La xénophobie s'est alors intensifiée, alimentée par la propagande de partis d'extrême droite et certains discours politiques qui ont mis l'accent sur l'idée d'une "invasion" étrangère menaçant l'identité et la sécurité des Français.

Ce climat tendu a conduit à des mesures législatives, telles que les lois Pasqua sur l'immigration, adoptées en 1986 sous le gouvernement de Jacques Chirac. Ces lois visaient à restreindre l'immigration et à durcir les conditions d'accueil des étrangers, notamment en facilitant les expulsions et en restreignant le regroupement familial. Les lois Pasqua ont marqué un tournant dans la politique migratoire française, illustrant la volonté de limiter l'immigration face à un contexte économique difficile et une opinion publique de plus en plus réceptive aux discours anti-immigration. Ces lois ont renforcé le rejet des étrangers dans une France en crise, tout en légitimant des pratiques discriminatoires.

Ces lois constituent en un sens, une victoire de l'extrême droite.

Conclusion:

En conclusion, entre 1890 et 1986, l'extrême droite en France a progressivement intégré la question de l'immigration dans sa rhétorique, l'utilisant pour nourrir ses discours nationalistes et xénophobes. Dès le XIXe siècle, l'immigration est perçue comme une menace pour l'identité nationale, une idée renforcée par les crises économiques du XXe siècle. Le Front national, fondé dans les années 1970, en fait un élément clé de son programme, désignant les immigrés comme responsables des problèmes sociaux et économiques. Cette instrumentalisation culmine dans les années 1980, notamment avec les lois Pasqua et la mort de Malik Ousseine, illustrant les tensions raciales et la montée de la violence. L'immigration devient ainsi un levier central pour l'extrême droite, accentuant les divisions au sein de la société française.